

INTERVIEW OBS – SUJETS ECONOMIQUES ET SOCIAUX.

1. Le piège sur ces sujets serait de paraître se définir essentiellement en comparaison, ce qui trouvera certainement peu d'échos tant la perception de ce que l'on a voulu faire n'est pas clarifiée aux yeux des gens ; en revanche nous rabaissera.

2. Sur le fond, les questions non résolues pour l'opinion (donc celles qui tiraillent et déterminent les positions) sont de deux ordres :

- i. La question de la viabilité économique de la France et de son modèle social dans la mondialisation. Sont-ils compatibles ? A quel prix ?

Nous avons commencé à y répondre en proposant un compromis : oui notre modèle social peut être préservé, à condition que les entreprises regagnent en compétitivité. Mais toute une partie de la gauche, qui était prête à nous suivre, reste mal à l'aise pour cause de résultats paraissant tarder ou être fragiles : était-ce le bon compromis ? Avait-on raison de l'accepter ?

Il est nécessaire, a minima, de le redire et de l'assumer totalement (tout sentiment d'hésitation serait destructeur) ; et de le raccrocher à l'objectif ultime : assurer la place de la France dans la mondialisation. Car le critère fondamental de jugement sera moins la situation d'aujourd'hui (les chiffres variables du chômage) que la capacité à envisager une « sécurisation » de son pays demain (perspective que le cœur de notre modèle soit désormais à l'abri des menaces multiples portées par la mondialisation).

- ii. La question de la redistribution sociale – qui n'est pas encore vraiment dans le débat mais y viendra. La « machine redistributive » est vue comme fondamentalement fragile car percluse de fuites et de contournements. C'est un ordre de danger différent : non plus de l'extérieur, mais de l'intérieur, par ses propres scléroses.

Les gens sont persuadés qu'il faut, a minima, « remettre au carré » notre système redistributif, actualiser les règles, assurer leur rigueur, être intraitables sur les fraudes (non par morale ou volonté punitive mais car cela met en péril l'ensemble du système) ; voire pour ceux qui le croient plus profondément atteint en redéfinir les contours, c'est-à-dire exclure certaines personnes (les étrangers, ceux qui ne font pas d'effort, ...) pour assurer la survie du reste.

Ils voient cette question comme actuellement non traitée. Dire simplement que « rien n'a été réduit ou amputé » n'est donc pas forcément audible : cela renvoie l'impression que l'on a « gelé », repoussé le problème, sans le résoudre - voire fragilisé encore à terme un système qui avait un besoin de réforme.

L'enjeu porte sur l'avenir autant (plus) que sur le présent : l'opinion demande à être assurée que le système de redistribution est devenu suffisamment juste, rigoureux, solide sur ses propres bases pour être durablement hors de danger. Comment ?

3. Dans tous les cas il est nécessaire de paraître, sur ces sujets, porter un changement. On retrouve toujours dans les propos des Français, même dans les moments les plus tendus, la volonté de faire bouger les lignes : le sentiment d'immobilisme, de paralysie, le soupçon de minorer ou étouffer des problèmes, les difficultés à s'attaquer aux rentes ou aux abus sont d'autres façons de « mettre en danger » ce à quoi l'on tient.

Cette attente s'adresse particulièrement à la gauche : la rage froide, le sentiment de trahison vu lors de la loi travail venait précisément que nous n'avions pas paru « ouvrir une nouvelle voie » mais nous « couler » dans la continuité de ce qui avait été fait, c'est-à-dire pour les gens poursuivre la pente du déclin, plutôt que renverser les politiques qui ont mis ces dernières décennies le pays sur cette pente.

Nous devrions revendiquer une nouveauté radicale. A ce titre, l'alternative à trois (ceux qui ne veulent « rien faire », ceux qui veulent « tout défaire », ceux qui veulent « bien faire ») est fragile : elle paraît induire une notion de continuité, de gradation (trois positions sur une même échelle : le point mort, ceux qui vont à la bonne vitesse, ceux qui vont trop vite). Or nous ne pouvons pas paraître proposer « la même chose, mais en un peu moins » alors que l'attente est de se dégager des politiques qui ont paru mener vers le danger.

Proposition de langage :

⇒ *Mon rôle, celui de Président de la République, est de protéger les équilibres fondamentaux de la France et de son modèle social. C'est sur ce modèle que notre pays s'est bâti, c'est lui qui tient ensemble la société. Un président se doit de le protéger ; il en va de notre avenir et de notre unité – et chacun devrait s'en rappeler.*

⇒ *Le protéger, c'est d'abord le financer. C'est pour cela que j'ai voulu redonner de la compétitivité aux entreprises ; car ce sont elles, par l'activité qu'elles créent, qui le financent. Je l'ai fait autant qu'il était nécessaire pour garantir qu'il soit mis durablement hors de danger. Il l'est, sur ce plan : les comptes sont aujourd'hui à l'équilibre.*

⇒ *Il reste cependant un facteur de fragilité : le niveau de l'emploi. Notre pays ne pourra pas se projeter dans un avenir, retrouver confiance en lui, réveiller ses capacités, si nous ne lui ouvrons pas une voie lui permettant de sortir de cette période de 30 ans où il a paru s'affaiblir, où nous avons paru subir un chômage impossible à endiguer.*

Voilà pourquoi j'ai voulu la loi travail. Bien sûr j'ai entendu les doutes des Français. Ils sont légitimes car ce que nous avons engagé pouvait perturber : notre démarche était l'exact inverse de tout ce qui avait été fait ces dernières décennies. Elle passait par deux choses nouvelles :

- *Remettre du dialogue, partout. Car là est la source profonde de la fragilisation de notre modèle social. Parce qu'on ne se parlait plus. Parce que les décisions étaient prises d'en haut, de trop loin, que les concertations ne débouchaient le plus souvent sur rien. C'est précisément ce cycle que nous avons voulu briser. Remettre du dialogue partout, pour recommencer quelque chose.*
- *Accepter la flexibilité mais bâtir de nouvelles protections, pour ne pas subir mais maîtriser ces changements. C'est le CPA, qui sera la première pierre d'un édifice bien plus grand. Il poursuit l'effort sans précédent que nous avons fait sur la formation. Combien de fois a-t-on entendu qu'un tel projet de fusion de tous les droits et protections attachées à la personne était impossible à mettre en œuvre, trop compliqué ? Pourtant cette garantie personnelle est maintenant là. Et certains veulent la remettre en cause...*

⇒ *Voilà ma proposition, ce que j'ai voulu faire. J'assume la nouveauté radicale de cette démarche. Il le fallait pour le pays : c'était mon rôle de Président d'ouvrir ces voies nouvelles. C'est d'ailleurs ce que j'avais promis : remettre notre modèle social sur pied, lui redonner un avenir dans le monde globalisé d'aujourd'hui.*

Bien sûr cela peut interroger. Oui c'est une forme de pari. Mais il fallait ce changement. Car le travail change. Nous sommes engagés dans des mutations gigantesques, chacun le sait. Et ne rien faire, ou promettre un retour en arrière, ou des méthodes qui ont fait la preuve de leur échec, est la garantie de tomber.

Or que vois-je ailleurs ? Des propositions tellement outrancières, déséquilibrées, insensées, qu'elles porteraient atteinte aux équilibres fondamentaux de notre société. Ou bien – à moins que ce ne soit les mêmes – des propositions qui se confondent totalement avec les politiques qui nous ont mené là où nous sommes. Certaines sont presque mot pour mot celles d'il y a 30 ans, des programmes de 1986. Celles-ci ont toutes été tentées, on en a vu les résultats. Est-ce cela que l'on souhaite pour notre pays ? Je ne laisserai pas recommencer cette voie qui n'a abouti qu'à la fragilisation de la France et de son modèle social sans apporter aucune solution.